



Colloque CCTB-Fondation Gabriel Péri
28-29 octobre 2016
Pékin

LES GAUCHES EN EUROPE. 19^E ET 20^E SIECLES.

Michel Maso
Directeur de la fondation Gabriel Péri

Introduction

Livrer des repères historiques sur les « gauches radicales » n'est pas évident.

Je me propose de traiter ici, plutôt que de ce concept au fond relativement récent et qui suscite débats et controverses, de l'histoire des gauches, de leur formation et de leur évolution aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles en Europe. Vous comprendrez qu'il ne pourra s'agir que d'un survol, d'une brève histoire destinée à fournir simplement quelques repères.

Roger Martelli vous entretiendra de la période plus contemporaine, qui débute en gros au début des années 80.

Mon exposé comportera 4 parties, consacrées à 4 moments qui scandent cette histoire des gauches en Europe, de la révolution Française de 1789 jusqu'à la fin des années 80.

1^{ère} partie: de la révolution Française à 1880.

Je veux faire plusieurs remarques.

D'abord, pendant longtemps -en fait jusqu'à la révolution d'octobre 1917- la Révolution française est le prototype de la révolution qui a réussi, qui a bouleversé radicalement l'ordre politique et social et proposé des modèles d'alliances pour changer les rapports de force à l'échelle d'un pays.

Elle est certes très diversement appréciée. Certains, les plus radicaux, l'estiment trop étroitement « bourgeoise » et une grande figure, en l'occurrence Robespierre, est jugé tantôt comme un dirigeant lucide ayant mené loin le processus révolutionnaire, tantôt comme un extrémiste responsable de la « terreur ». D'autres, enfin, voient en lui celui qui a freiné la révolution et réprimé le mouvement populaire.

Cela dit, en tendance longue, la Révolution française reste une référence clef quand il s'agit de penser l'action révolutionnaire en Europe, comme en témoigne sa profonde influence sur l'italien Buonarroti dans les années 1820, ou sur Lénine au début du 20^{ème} siècle. Quant à Marx, il évoquait Babeuf et son œuvre en disant y trouver l'esprit du « premier parti communiste agissant ».

Ainsi, et pour faire court, la Révolution française fournit nombre d'exemples et courants auxquels des militants s'identifieront, et pas seulement en France.

Ma deuxième remarque intéresse le mouvement ouvrier de la première moitié du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire de la révolution industrielle et de ses conséquences. Au plan social elles sont d'une particulière violence. Hugo évoque « *ces enfants dont pas un seul ne rit* ». Face à cette situation « *le mouvement ouvrier a fourni une réponse au cri de l'homme pauvre* », pour reprendre la belle formule d'Eric Hobsbawm.

Ce que l'on va désigner par la « *gauche* » vient de là : la gauche c'est la question sociale, la question du sort des hommes et femmes soumis au salariat, dont les ouvriers sont une part qui ne cesse de croître au 19^{ème} siècle.

Mais cette question sociale, c'est ma troisième remarque, va se trouver très vite confrontée à un impératif : l'exigence d'une solution politique. Une première réponse est fournie, en 1834 en Angleterre, avec le chartisme, qui va se préoccuper d'abord de la réduction du temps de travail.

En France, où l'industrialisation et l'apparition des organisations ouvrières sont plus tardives, on assiste en revanche au développement des théories socialistes dès les années 1830 /1840. C'est un certain Pierre Leroux qui « invente » le mot socialisme pour désigner un modèle visant à faire disparaître riches et pauvres et plaidant pour un développement harmonieux des forces économiques. C'est l'époque des « socialistes utopiques » -Fourier, Saint-Simon- qui ne comptent pas sur l'action du prolétariat mais visent à convaincre les gouvernements d'agir dans le sens qu'ils souhaitent.

Quatrième remarque : l'agitation ouvrière est très présente dès cette époque. Je vais vite, pardonnez-moi : en 1831, à Lyon, c'est trois jours durant la révolte des canuts sous le « mot d'ordre » « *vivre en travaillant ou mourir en combattant* ». En 1840 se tient à Paris, dans le quartier de Belleville, le premier banquet communiste. Et puis il y a ces théoriciens que sont Louis Blanc, Auguste Blanqui, Pierre-Joseph Proudhon, souvent très éloignés les uns des autres mais qui ont en commun la préoccupation de faire évoluer la condition ouvrière.

En Allemagne c'est de l'étranger que sont constitués les premiers groupes socialistes. En 1834 est fondée à Paris « la ligue des bannis », à laquelle succède peu après « la ligue des justes ». En 1844 c'est le soulèvement des tisserands de Silésie, qui fait beaucoup réfléchir le jeune Marx qui va alors rencontrer Engels et publier avec lui un texte essentiel : « *Le manifeste du parti communiste* ».

Ce manifeste est publié quelques semaines avant les révolutions de 1848, qui parcourent et font frémir l'Europe. Mais dès l'année suivante la révolution connaît un reflux important, et les questions posées restent toutes à résoudre, dans un contexte marqué, après 1850, par une nouvelle vague d'industrialisation.

1850, c'est aussi le moment où on entre dans une nouvelle phase d'organisation des mouvements ouvriers. En 1863, en Allemagne, est créée « L'association générale des travailleurs allemands », dont le chef est Ferdinand Lassalle, très préoccupé de conquérir le suffrage universel direct afin de conquérir le pouvoir d'État. En 1869 se constitue un parti rival, « le parti social-démocrate des travailleurs allemands », avec notamment Auguste Bebel, plus proche de Marx et Engels.

En Angleterre les syndicats s'unissent en 1868 dans les « *trade union congress* », qui vont s'engager dans la recherche d'alliance dites *lib-lib*, *liberal-labour*. Critiquée par les forces marxisantes, cette stratégie ne sera cependant jamais vraiment contestée.

J'évoque, trop vite et j'en suis désolé, les pays du sud et de l'est de l'Europe. Pour dire ceci : Italie et Espagne sont des pays mal intégrés au système capitaliste où, de surcroît, la question nationale revêt une

dimension très importante. C'est aussi le cas en Europe centrale et orientale, où des pays vivent sous les férules autrichiennes ou ottomanes. Quant à la Russie, peu industrialisée, elle compte plus par ses nombreux réfugiés révolutionnaires en Europe que par ce qui s'accomplit dans le pays.

Je conclus cette première partie en évoquant deux moments importants qui vont conditionner la suite des événements : la création en 1864 de la première Internationale et la Commune de Paris en 1871. La première va être un formidable creuset de débats, souvent d'affrontements (Bakounine-Marx). La seconde, au-delà de sa geste héroïque, va être un condensé de tous les problèmes qui vont se poser au mouvement ouvrier dans les décennies suivantes : nature de l'État, centralisme et fédéralisme, rôle des associations ouvrières, gestion de l'économie, patriotisme et internationalisme, « spontanéité » des masses ou organisation, etc.

2ème partie : 1880-1917 : naissance des grands partis.

En 1888 deux initiatives sont à l'origine d'un congrès pour refonder une Internationale. La première émane de la social-démocratie allemande et des proches de Jules Guesde en France ; la seconde relève des « possibilistes » français soutenus par les « *trade unions* » britanniques. Les premiers revendiquent la filiation marxiste et la voie révolutionnaire ; les seconds étant d'avantage enclins aux compromis et à la modération. Entre ces deux « lignes », les débats vont être vifs, et même explosifs dans la période 1914-1917.

Avant même la création de la deuxième Internationale, des partis ouvriers sont fondés : France (1881), Belgique (1885), Norvège (1887), Autriche (1888), Suède et Espagne (1889), Bulgarie (1893), Pays-Bas (1894), Russie (1898)... Et le SPD allemand (1890) s'institue « parti modèle » de l'époque en 1890, notamment vers le nord et l'est de l'Europe. Son programme, d'inspiration marxiste, servira de base à la rédaction de programmes similaires dans de nombreux pays.

Ces partis profitent de la croissance importante du nombre des travailleurs de la grande industrie et cherchent à conquérir des électeurs et des élus dans les démocraties parlementaires elles aussi en développement.

J'ai évoqué l'Internationale et des débats vifs. Edouard Berstein va beaucoup contribuer à les alimenter en s'opposant à l'idée de révolution violente ; en récusant la dialectique, la dictature du prolétariat, l'idée selon laquelle, miné par ses contradictions, le capitalisme est voué à disparaître.

Surtout il exhorte les sociaux-démocrates à assumer d'être un parti de réformes. Une des grandes figures qui critique ces orientations est celle de Rosa Luxemburg. Si on avait employé à cette époque l'expression « gauche radicale », c'est à elle qu'elle aurait le mieux convenue. Elle va notamment critiquer le « républicanisme » de Jaurès, dont elle estime qu'il jette un pont vers le monde bourgeois quand il faut au contraire le rompre.

Dans ces débats passionnés qui accompagnent la création des partis un événement important va « apporter de l'eau au moulin » des plus résolus, des plus radicaux : la révolution de 1905 en Russie.

Elle échoue, certes, mais elle montre qu'une révolution est possible hors de l'Europe industrielle et engendre une dynamique de conquêtes politiques et sociales, particulièrement en Autriche et en Allemagne.

Il faudrait évoquer aussi, pour caractériser cette période, la naissance des soviets, le syndicalisme révolutionnaire (France, Italie), l'anarcho-syndicalisme (Espagne). Le temps manque pour le faire.

En guise de conclusion sur l'avant-1914, il est possible de dégager quelques lignes de force à l'échelle

européenne.

Il y a, d'abord, la forte référence à la lutte des classes et au marxisme qui marque la plupart des partis, ainsi que leur enracinement dans le monde ouvrier. L'Internationale a aussi impulsé une dynamique plus globale, par exemple avec la création de la première Conférence internationale des femmes socialistes en 1907. Si elle n'a pas pu empêcher le divorce entre « menchéviks » et « bolchéviks », son impulsion a été en revanche décisive dans la réunification du socialisme français en 1905 (SFIO).

Reste une redoutable question : comment expliquer le ralliement de l'immense majorité des socialistes européens à leur gouvernement en 1914, quand débute la première guerre mondiale ?

Sans doute aux effets d'une certaine bureaucratisation, comme on peut la constater pour le SPD. Peut-être au fait que la guerre était annoncée courte, après quoi il serait temps de passer à autre chose ?

Je pense que le phénomène le plus notable est la montée d'un patriotisme fortement teinté de nationalisme. Ainsi en France on justifie la guerre par la nécessité de lutter contre la « barbarie prussienne », tandis que de l'autre côté du Rhin il s'agit de terrasser la « barbarie Slave ».

Les rapports de force se modifient à la charnière des années 1916 /1917, et un certain retour s'effectue alors vers ce qu'avancait l'Internationale avant 1914.

3ème partie : Révolution russe et radicalisations politiques.

1917 est un tournant majeur. En prenant le pouvoir en Russie, le parti Bolchévik s'impose comme un modèle politique dans toute l'Europe. Sous son effet les oppositions au sein des partis sociaux-démocrates, notamment en France et en Allemagne, montent en puissance, et des groupes oppositionnels vont constituer les noyaux des futurs partis communistes.

Ce succès du nouveau régime politique installé après la prise du Palais d'Hiver doit beaucoup à l'horreur que suscite en Europe la boucherie de 1914-1918 : plus de 3 millions de morts en Russie, environ 1,7 million en France...

Un peu partout en Europe la radicalisation politique gagne du terrain : une éphémère République des soviets est établie en Hongrie, tout comme en Bavière ; la République est proclamée en Allemagne et en Autriche ; en France c'est la multiplication de grandes grèves ; en Italie se constituent des conseils ouvriers, notamment à Turin.

Mais l'histoire n'est pas « un long fleuve tranquille ». En 1918 la révolution spartakiste est noyée dans le sang et finalement le rêve s'évanouit très vite de voir la révolution l'emporter dans toute l'Europe.

Les bolchéviks sont seuls, mais ils gouvernent la 3ème Internationale (Komintern) et vont imposer les « 21 conditions » pour définir des partis de type nouveau, calqué sur le parti bolchévik.

L'entreprise va connaître des fortunes variables. En France, en 1920, elle donne naissance à ce que l'on appellera plus tard le Parti communiste, mais avec une forte minorité qui va continuer la SFIO. En Italie, c'est l'inverse : Gramsci et Bordiga, bien que minoritaires, sont assez forts pour créer un PCI.

Et au total, en 1921, l'Internationale dispose de sections puissantes en Allemagne, France, Italie, Norvège, Bulgarie, Tchécoslovaquie.

Dès lors la scission entre sociaux-démocrates et communistes est consommée, et va marquer l'histoire de l'Europe pendant plusieurs décennies. Pendant cette longue période, l'affrontement entre réformistes et révolutionnaires va être farouche, souvent violent. C'est souvent ainsi dans les histoires de famille !

Et comme rien n'est simple, linéaire, le reflux révolutionnaire précédemment évoqué va de pair avec un certain nombre de concessions de la part des bourgeoisies et des États. Les révolutions sont écrasées mais certaines revendications progressent. Ainsi la journée de travail de 8 heures est acquise dans plusieurs pays,

comme en Allemagne où de surcroît est installé un système d'aides aux chômeurs et une convention réglant les salaires.

J'y insiste : rien n'est simple ! Après cette alliance temporaire avec la social-démocratie, les classes dirigeantes vont se retourner contre la gauche. En 1922, c'est en Italie l'arrivée au pouvoir de Mussolini et du fascisme ! Et un peu plus tard, en 1933, celle de Hitler en Allemagne, facilitée par la division mortifère entre sociaux-démocrates et communistes.

Décidément rien n'est simple ! Face à la montée des fascismes l'URSS « change de pied », et impulse à partir de 1934 une démarche unitaire. Le 7ème congrès de l'Internationale communiste en 1935 marque un changement de cap : la nation n'est plus une construction bourgeoise mais un bien à défendre contre le fascisme. En France cela se traduit par la victoire de la coalition dîtes de « Front populaire », qui permet aux communistes de devenir un parti de masse, et d'obtenir des avancées sociales considérables.

Mais ce « front populaire » va se fracasser très vite sur la question de l'Espagne, où se mêlent la non-intervention du gouvernement Blum et « l'aide soviétique » marquée par l'élimination de l'extrême gauche Espagnole, comme c'est le cas à Barcelone en 1937.

Enfin, dernière partie :

4ème partie : crises et reconfigurations des gauches, de la Libération aux années 1970/1980.

Je traite d'abord du PCF. À la Libération, et pour la première fois de son histoire, il participe au gouvernement. Il est alors avec le PCI -et dans une moindre mesure le PC de Finlande- l'un des plus puissants d'Europe.

En 1947 le PCF est exclu du gouvernement et devient en France la principale force d'opposition dans le cadre de la guerre froide.

Certaines critiques « radicales » lui reprocheront d'être, tout à la fois, comme la social-démocratie allemande ou le travaillisme, un important parti ouvrier et un parti « intégré » au moins partiellement au système.

Au fond un parti garant des acquis sociaux mais aussi, de fait, de la conservation du système.

Plus nuancé, Eric Hobsbawm explique que si les PC occidentaux étaient « contaminés » par le capitalisme il est vrai aussi que les pays dans lesquels ils agissaient étaient influencés par la planification de type soviétique, non par choix mais en raison même de l'existence d'un système alternatif.

Cette orientation, que l'on peut qualifier de « réformiste radicale », est à mettre en rapport avec la conférence des PC de Moscou, en 1957. Il est alors officiellement admis que la transformation socialiste peut résulter de la conquête de la majorité parlementaire dans le cadre d'un « système bourgeois » (d'où des dissidences, notamment avec la Chine et les partis prochinois).

Les cas de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal sont particuliers, en cela que ces pays sont des dictatures jusqu'au milieu des années 70. Seul le PCP retrouvera quelques couleurs avec la « Révolution des œillets ».

L'eurocommunisme, à l'initiative du PCI, mollement suivi par le PCF et le PCE, sera une tentative de dépassement du capitalisme hors la voie bolchévique, mais l'expérience sera très vite abandonnée.

En Grande-Bretagne et en Allemagne ce sont les sociaux-démocrates qui dominent -SPD et travaillistes- tandis que les partis communistes sont marginalisés, comme ils le sont dans les pays scandinaves. Une marginalisation facilitée par les effets de la reconstruction et des « trente glorieuses », qui rend possible une certaine redistribution des richesses.

En Europe de l'Est des PC souvent très minoritaires s'emparent du pouvoir, généralement grâce à la présence de l'armée rouge sur leur sol, et « plaquent » le modèle soviétique sur leurs réalités locales, à l'exception de l'Albanie et de la Yougoslavie. Signalons enfin les courants trotskystes qui, un temps, vont entretenir des liens avec le Titisme.

L'année 1968 est un tournant. Elle voit l'émergence -cela a débuté au début des années 60- d'autres courants de la gauche radicale, remettant en cause notamment, et avec beaucoup de vigueur, les relations classiques employeurs-employés et les hiérarchies habituelles dans les partis et les syndicats. Cela s'accomplit généralement sous l'effet de l'irruption de catégories nouvelles sur la scène sociale et politique : les ouvriers spécialisés, les femmes, les jeunes...

Parfois cette radicalité nouvelle, très critique -et même hostile à l'égard des PC et de l'URSS- va se rapprocher des courants maoïstes. Cependant, si cette extrême-gauche va grandir vite, elle va aussi décliner très rapidement, faute de perspectives révolutionnaires crédibles.

Avec le début des années 70 c'est l'installation dans une crise (premier « choc pétrolier » en France) qui va s'accompagner d'une désindustrialisation massive (automobile, mines, textile...).

En fait c'est le début d'une crise profonde qui va affecter durablement -nous n'en sommes pas sortis- les gauches qui militent pour une transformation sociale en appui sur une mise en cause du capitalisme.

Simultanément, enfin, il y a les événements à l'est de l'Europe, qui vont s'achever par la chute du mur de Berlin et l'écroulement du système soviétique. Le retour à des sources plus « pures » du communisme semblait possible avec la « Pérestroïka ». C'est finalement un échec et la signature de la fin d'un cycle.

Ainsi s'achève la fin d'un cycle ouvert en 1917. Et maintenant tout commence...